

Le quatrième débat de l'année 2016 a porté sur la question de l'amélioration de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire en Afrique de l'Ouest. WATHI 5 propose cinq recommandations pour orienter l'action collective des décideurs, des citoyens afin d'améliorer la qualité de l'enseignement primaire et secondaire dans les pays de la région.

PISTES D'ACTION

- 1** Inscrire les projets éducatifs nationaux comme priorité stratégique des plans de transformation économique, sociale et culturelle à long terme dans tous les pays; en créant dans chaque pays une Autorité supérieure de l'éducation indépendante, inscrite dans la Constitution et chargée de définir les grandes orientations des systèmes d'éducation et de formation et d'animer des débats publics annuels sur l'état du système éducatif; en s'assurant, avant tout début de mise en œuvre, de la cohérence de toutes les réformes proposées dans le domaine de l'éducation par les partenaires internationaux avec les choix nationaux; en mettant en œuvre des politiques nationales de promotion de la lecture, de la culture générale et des technologies de l'information.
- 2** Mettre en place des calendriers scolaires et des programmes adaptés aux contextes économiques et sociaux locaux, en particulier dans les zones rurales; en tenant compte des calendriers agricoles et de manière générale des contraintes économiques et sociales pour déterminer le calendrier scolaire; en impliquant les populations locales dans l'élaboration des curriculums scolaires à travers des processus formels annuels d'information, de consultation et de débats à l'échelle des régions, départements ou provinces.
- 3** Faire de la formation des enseignants, de leur accompagnement et de leur supervision effective la première des priorités des réformes dans le domaine de l'éducation; en mettant en place des programmes d'urgence de remise à niveau des enseignants hâtivement recrutés à travers des formations intensives pendant les vacances scolaires; en renforçant les effectifs, la formation, les moyens opérationnels des inspecteurs de l'éducation nationale et de toutes les structures de contrôle et de supervision des écoles publiques et privées; en luttant résolument contre l'absentéisme des enseignants.
- 4** Mettre en œuvre de manière contrôlée et progressive une révision profonde des curriculums avec une focalisation pendant les dix premières années d'école primaire et secondaire sur les apprentissages et les connaissances qui correspondent aux exigences les plus fondamentales pour l'intégration des enfants dans leur environnement économique, social et culturel; notamment en donnant la priorité à la lecture et à l'écriture, à l'initiation aux sciences par des activités ludiques recourant à des matériaux locaux, à l'éducation civique et morale et à la découverte de la diversité des cultures, croyances et religions.
- 5** Envisager avec pragmatisme toutes les options pour faire face au défi extraordinaire que représente la fourniture d'une éducation publique de qualité à tous les enfants dans des contextes de forte croissance démographique et de ressources humaines et financières limitées, en se faisant guider par quatre objectifs: une éducation de base focalisée sur les apprentissages fondamentaux essentiels pour une vie harmonieuse et productive en société pour la quasi-totalité des enfants jusqu'à l'âge de 16 ans; la fourniture d'une éducation de qualité au niveau secondaire pour préparer aux études supérieures un pourcentage réaliste de la population d'enfants sélectionnés à l'issue de tests d'évaluation des acquis; la hausse significative des ratios d'enfants inscrits dans les institutions d'enseignement technique et professionnel; le maintien d'un cadre de dialogue permanent sur l'éducation pour prévenir les grèves récurrentes qui ont des conséquences catastrophiques dans les pays de la région.

STRATÉGIE DE MISE EN ŒUVRE

Comment passer des recommandations à l'action :

- ✔ L'élaboration d'une stratégie de mise en œuvre des mesures recommandées est aussi importante que la formulation de ces dernières. Dans tous les pays africains, des états généraux ou des forums nationaux de l'éducation ont régulièrement lieu. Ils aboutissent à l'identification claire des faiblesses les plus importantes des systèmes éducatifs et à la formulation de recommandations prometteuses.
- ✔ Mais on observe généralement une grande difficulté à traduire les recommandations en réformes concrètes et en changements observables. Les années se suivent en offrant le spectacle des mêmes grèves parfois très longues dans l'enseignement, des mêmes évaluations décourageantes du niveau des élèves dans des domaines essentiels comme la lecture et l'écriture et du même sentiment de résignation face au défi du nombre d'enfants à scolariser en disposant de moyens humains et financiers qui croissent beaucoup moins vite que les besoins.
- ✔ Le principal message de ce Matakai est que la question de l'éducation publique est trop importante pour le présent et l'avenir de chacun des pays de la région pour être laissée aux seuls gouvernements, parlementaires et aux acteurs du secteur éducatif. Ce sont toutes les catégories sociales et tous les citoyens qui ont intérêt à ce que les systèmes éducatifs nationaux améliorent constamment leurs performances par rapport aux objectifs définis de manière souveraine par chaque pays. Le développement exponentiel de l'offre d'éducation privée ne peut être considéré comme la seule réponse possible à la dégradation des systèmes publics.
- ✔ Relever le défi du nombre mais aussi celui de la qualité implique pour les pays de la région de se refocaliser sur leurs véritables besoins en lien avec l'avenir qu'ils veulent pour leurs enfants et de prendre, quand il le faut, des distances par rapport à des objectifs et des standards internationaux qui ne tiennent pas compte des parcours historiques spécifiques de chaque pays, de leurs capacités de génération de ressources propres et de leurs visions du futur.
- ✔ Les choix fondamentaux à faire dans le domaine de l'éducation doivent autant que possible faire l'objet de consensus nationaux qui les mettent quelque peu à l'abri des décisions électoralistes à courte vue. C'est pour cela que la création d'une institution crédible indépendante des contingences politiques et corporatistes, telle que décrite dans la première piste d'action, est indispensable.
- ✔ Le seul moyen de créer les conditions pour la mise en œuvre de réformes est en effet de partager des informations précises sur les différentes dimensions du défi éducatif avec les citoyens et de créer des débats publics de qualité permettant d'agir efficacement et de corriger en permanence les dysfonctionnements observés.

- ✔ La création d'une vaste coalition d'organisations et de citoyens engagés sur les questions d'éducation au niveau de chaque pays ainsi que la mise en place d'un réseau au niveau régional (dépassant les barrières linguistiques) favoriseraient les échanges d'informations, de leçons et d'expériences des différents pays.
- ✔ De tels réseaux existent déjà mais ils regroupent généralement des experts de l'éducation qu'on entend peu dans les débats accessibles aux citoyens et qui sont trop associés aux gouvernements ou/ et aux organisations internationales pour prendre des positions publiques fortes sur des questions aussi concrètes que l'absentéisme des enseignants, les défaillances des inspections, les promesses non tenues des gouvernements ou la démission des parents d'élèves.
- ✔ L'enjeu est désormais trop important pour continuer à ne pas mobiliser l'intelligence et la créativité collectives des experts et des citoyens non experts pour surmonter les obstacles les plus graves à la transmission de savoirs, de savoir-faire et de savoir-être à une majorité d'enfants de toutes les catégories sociales en Afrique de l'Ouest et au-delà.

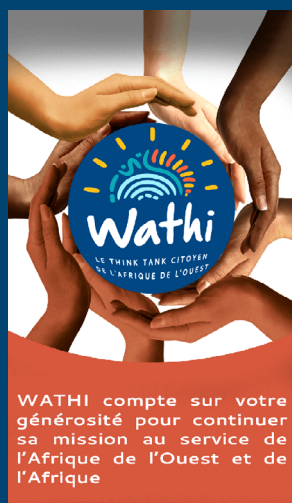
La question de la qualité de l'enseignement primaire et secondaire en Afrique de l'Ouest est un défi majeur pour l'avenir. Il est nécessaire de mobiliser tous les acteurs et les citoyens de chacun des pays de la région sur cette question cruciale. WATHI a choisi ce thème pour son débat parce que sa raison d'être est de provoquer une réflexion ouverte sans être superficielle sur tous les problèmes structurels les plus importants auxquels la région ouest-africaine est confrontée. Les points de vue, les analyses, les pistes d'action mis en avant dans ce Mataka ne mettent pas un terme au débat. Ils ont l'ambition de l'installer dans l'espace public citoyen.

Les commentaires, réactions, propositions pour approfondir les pistes d'action et les moyens de les mettre en oeuvre sont attendus à l'adresse suivante : ledebat@wathi.org

WATHI

WATHI, le think tank citoyen de l'Afrique de l'Ouest, est un laboratoire d'idées participatif et multidisciplinaire qui a pour objectif de contribuer au partage de connaissances et à la production d'idées sur les enjeux politiques, économiques, sociaux et culturels cruciaux pour le présent et l'avenir des pays d'Afrique de l'Ouest.

L'espace géographique de WATHI inclut les 15 pays de la Communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) ainsi que le Cameroun, le Tchad et la Mauritanie. Librement inspiré de «waati» qui signifie « temps » en langue bamanakan du Mali, WATHI exprime à la fois l'urgence d'une mobilisation collective et la nécessité d'un engagement sur la longue durée.



CONTACTS

Informations générales :
infowathi@wathi.org

Le débat de WATHI:
ledebat@wathi.org

Soutenir WATHI :
donate@wathi.org

L'initiative *Le débat* de WATHI bénéficie du soutien financier de la fondation Open Society Initiative for West Africa (OSIWA).

